



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Les-lobbies-contre-la-democratie>

# Les lobbies contre la démocratie

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2009 - N° 1095 - février 2009 -

Date de mise en ligne : samedi 28 février 2009

## **Description :**

Bernard Blavette rappelle que l'intervention des lobbies consiste à défendre des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général et il décrit certains d'entre eux, leur histoire.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

**C'est un dossier essentiel qu'ouvre ici Bernard Blavette : celui de la démocratie. Il l'aborde par une des manifestations les plus efficaces, mais trop souvent ignorée, de son mépris, voire de son déni : l'intervention des lobbies.**

En nos temps de grande confusion, notamment sémantique, il n'est pas inutile de rappeler ce qu'est un lobby, ou groupe de pression en bon français.

Un groupe de pression est un ensemble de personnes physiques ou morales qui, ayant des intérêts communs, regroupent leurs moyens afin d'exercer une influence sur les centres de pouvoirs. La nature et les buts de ces groupes peuvent être très divers. Il peut, bien sûr, s'agir d'intérêts commerciaux et financiers, mais aussi de minorités ethniques, culturelles, religieuses ou sexuelles qui désirent être reconnues par la société et obtenir une égalité de droits (possibilité de pratiquer une langue locale ou un culte, mariage homosexuel, etc...)

Tout cela n'est pas forcément répréhensible, et peut même être légitime, dans la mesure où les moyens utilisés et les buts recherchés ne vont à l'encontre ni des procédures démocratiques ni de l'intérêt général.

Il faut ici placer une remarque importante : un lobby n'est que l'expression de l'intérêt d'un groupe particulier, jamais de l'intérêt général.

Ainsi ne saurait-on parler de lobby dans le cadre de la défense de la protection sociale ou des services publics, par exemple, car il s'agit alors d'une prise en compte de l'intérêt de l'ensemble de la collectivité humaine. Certains acteurs du mouvement social font une grave erreur en se considérant comme des lobbies parmi d'autres, car dans cette démarche ils légitiment des groupes de pression, disposant de moyens financiers infiniment supérieurs aux leurs, dont les buts et les pratiques sont généralement incompatibles avec les principes démocratiques les plus élémentaires.

Examinons plus en détail l'organisation et les méthodes de ces groupes, en prenant comme exemple ceux qui gravitent autour de la Commission Européenne de Bruxelles, et en gardant à l'esprit que nous pourrions faire exactement la même analyse à Washington ou à Tokyo.

Nous nous intéresserons à des pratiques quasi-officielles, émanant d'organismes ayant pignon sur rue, en laissant de côté les manoeuvres occultes et franchement délictueuses qui constituent la partie immergée de l'iceberg et demanderaient une étude spécifique [\[1\]](#).

## Les principales organisations.

On estime qu'environ 15.000 professionnels du lobbying, appartenant à quelque 700 organisations, hantent les couloirs de la Commission de Bruxelles et, dans une moindre mesure, du Parlement de Luxembourg. Nous allons dresser le portrait des plus influentes d'entre-elles :

" La Table Ronde des Industriels Européens (ERT = European Round Table).

Fondée en 1983 avec l'appui actif du Commissaire Européen, Etienne Davignon, inconnue du grand public, elle constitue pourtant l'une des principales forces de la scène politique européenne. Il s'agit d'une sorte de club où les adhésions sont personnelles, mais dont les membres sont les dirigeants des firmes européennes les plus importantes : Total, Siemens, Nestlé, Lafarge, Volvo, Philips....

L'ERT cible les décideurs politiques au plus haut niveau (Chefs d'État, Premiers Ministres, Commissaires Européens) et elle influence profondément les décisions les plus importantes. En 2000 l'ERT a publié un rapport intitulé « Les retraites en Europe : un appel à la réforme », et depuis lors, ses préconisations sont largement appliquées dans les différents pays européens.

En 2002 l'ERT a apporté sa contribution aux travaux de la Convention sur le Traité Constitutionnel par un document, « Une gouvernance européenne favorable à la compétitivité », qui recommande une Commission forte et un Parlement européen aux pouvoirs réduits.

Plus récemment l'ERT s'est évertuée à vider d'une partie de sa substance la circulaire REACH (Registration, Evaluation and Authorization of Chemicals) qui vise à vérifier l'innocuité des substances chimiques entrant dans la composition des produits mis sur le marché. Actuellement l'ERT s'efforce de retarder toute législation contraignante destinée à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, l'accès de l'ERT aux structures décisionnelles de l'UE s'est institutionnalisé par la participation à des groupes de travail, dont certains ont même été créés à son intention, comme le Groupe Consultatif de Compétitivité (CAG) qui lui permet de présenter ses propositions à la veille de chaque sommet européen dans le cadre d'un organisme disposant d'un statut officiel.

" L'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (UNICE).

Créée en 1958, il s'agit d'une sorte de MEDEF au niveau européen, dont le président actuel est une vieille connaissance, le baron Ernest-Antoine Cellière.

Son but est « d'améliorer la compétitivité des entreprises européennes et de veiller à ce que leurs intérêts soient pris en compte ». Elle y réussit brillamment : chaque projet de directive ou de réglementation est soigneusement analysé et des "suggestions" sont transmises en retour à la Commission.

" Le Trans Atlantic Business Dialogue (TABD).

Cette organisation regroupe les PDG des 150 plus importantes entreprises européennes et américaines. Son rôle est de favoriser la libéralisation du commerce mondial dans le cadre de l'OMC ainsi que les échanges entre l'Europe et les États-Unis à travers le Partenariat Économique Transatlantique (PET).

Comme dans le cadre de l'ERT des liens étroits sont tissés avec la Commission, notamment par l'intermédiaire d'un document de travail interne à cette dernière (TABD Implementation Tables) qui fait le point sur l'exécution des recommandations formulées par le TABD.

" Le Comité européen des chambres de commerce américaines (AMCHAM).

L'AMCHAM regroupe environ 145 géants de l'industrie américaine implantés en Europe (Boeing, Monsanto, General

Motor, Mc Donald's...) et s'efforce de modifier ou d'éliminer les réglementations de l'UE qui pourraient être contraires à l'intérêt de ses membres. Elle participe chaque année à de nombreuses réunions avec la Commission et le Parlement.

Elle entretient aussi des liens étroits avec l'ERT et l'UNICE, ce qui prouve que les puissances industrielles internationales savent mettre de côté la concurrence lorsque leurs intérêts essentiels sont en jeu.

" Europabio.

Il s'agit de l'un des plus ambitieux et des plus efficaces réseaux de lobbying européen qui regroupe pratiquement toute l'industrie biotechnologique européenne, soit plus de 600 entreprises.

Sa plus grande réussite a sans aucun doute été, en 1998, de faire adopter par la Commission et le Parlement la circulaire 98/44 autorisant le brevetage du vivant au terme de ce qui est encore aujourd'hui la plus grande campagne de pressions de l'histoire européenne.

Le géant pharmaceutique SmithKlineBeecham y a consacré à lui seul plus de 30 millions d'euros, réussissant à instrumentaliser certaines associations de malades : le jour du vote, des personnes en chaises roulantes manifestèrent à Strasbourg devant le Parlement, clamant le slogan de l'industrie pharmaceutique : « Pas de brevets, pas de remèdes ! ».

Pour compléter ce bref panorama du système de lobbying auprès des instances européennes il nous faut encore évoquer une autre catégorie d'acteurs dont le rôle est loin d'être négligeable : les agences de relations publiques et de communication.

Au départ ces agences aidaient leurs clients, surtout étrangers, à établir des contacts importants, à naviguer au sein des infrastructures administratives, à comprendre les subtilités juridiques ou culturelles de l'Europe.

Mais, très vite, elles proposèrent aussi d'autres services. Il s'agit alors, en complément des campagnes de lobbying, de remodeler la réalité en modifiant la perception de telle ou telle entreprise auprès du grand public aussi bien que des décideurs politiques. On s'appliquera ainsi à "verdir" l'image d'une multinationale pour la faire apparaître comme soucieuse d'écologie, ou bien on s'efforcera de donner l'illusion d'une entreprise dotée d'une "conscience sociale"...

Burson-Marsteller, l'une des plus importantes de ces agences, déclare être spécialisée dans la "gestion d'image" et son palmarès est éloquent, il comprend notamment :

â€” l'amélioration de l'image de la compagnie pétrolière américaine Exxon après le naufrage de l'Exxon Valdez qui déclencha en Alaska l'une des pires marées noires que le monde ait connue.

â€” la gestion de crise pour la compagnie Union Carbide à la suite de l'explosion de l'usine de Bopal en Inde qui fit plusieurs milliers de morts et de blessés.

L'une des particularités de Rurson-Marsteller consiste dans le fait qu'elle ne dédaigne pas non plus, à l'occasion, d'intervenir sur le plan politique en "gérant l'image" de certaines dictatures, comme ce fut le cas il y a quelques années en Argentine et en Indonésie.

Au terme de cette plongée dans le monde du lobbying bruxellois il est nécessaire d'élargir le propos afin d'en tirer quelques enseignements. Ce que nous avons décrit à Bruxelles n'est qu'un noeud au sein d'une immense toile qui s'étend à l'ensemble de la planète et dont la coordination est assurée par des groupes de pression internationaux.

Il nous faut dire quelques mots du plus ancien et du plus impénétrable d'entre eux : le Groupe de Bilderberg. Sa première réunion s'est tenue en 1954 à l'hôtel Bilderberg (d'où son nom) à Oosterbeek aux Pays-Bas. Il rassemble environ 120 représentants de l'élite mondiale, (dirigeants de grandes multinationales et décideurs politiques) qui se retrouvent chaque année pour débattre à huis clos des problèmes d'actualité.

Il faut bien comprendre que Bilderberg fait partie d'une grande délibération internationale qui décide des orientations des politiques qui seront mises en place : en février se déroule la rencontre de Davos, en avril/mai prennent place Bilderberg et le G20, et en septembre les conférences annuelles du FMI et de la Banque Mondiale.

Toutes ces rencontres et organisations présentent des caractéristiques communes : elles sont auto-proclamées et/ou non élues, elles se déroulent pour l'essentiel à l'abri du regard et du contrôle des peuples, elles visent à contourner et à marginaliser l'instance qui est logiquement destinée à accueillir de tels débats : l'Organisation des Nations Unies.

C'est à une atteinte délibérée à la démocratie que nous avons donc affaire. Traditionnellement il s'agissait pour les lobbies d'obtenir divers avantages, à la marge du système, mais non pas de le modifier dans sa nature. Aujourd'hui il en va tout autrement. Au delà de la défense de certains intérêts commerciaux et financiers, le but ultime de ces groupes consiste bel et bien à substituer aux pouvoirs politiques régulièrement élus le pouvoir d'oligarchies composées principalement de grandes multinationales, de puissants établissements financiers et d'organisations maffieuses.

Du point de vue théorique, ce processus repose sur l'idée que les règles de l'économie sont intangibles, qu'il n'existe que des solutions techniques aux problèmes auxquels nous sommes confrontés et que les décisions peuvent être confiées à des "experts" non élus, choisis uniquement sur la base de compétences supposées. C'est le fameux "There is no alternative" (TINA) de Margareth Thatcher.

De cela témoigne de façon emblématique une déclaration de David Rockefeller, fondateur du Groupe de Bilderberg, en 1999 : « Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire ».

Pourtant, alors que s'annonce une phase de désordres globaux, qui pourraient déboucher sur un effondrement de notre civilisation, le concept de démocratie est plus fondamental que jamais. Il y a 60 ans, au sortir de l'horreur nazie, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme était adoptée par la plupart des peuples de la planète. Cette déclaration présente l'immense progrès de faire passer au niveau du droit ce qui n'était jusqu'alors que principes philosophiques : le droit au travail, à la santé, à la culture, le caractère inaliénable de la dignité humaine. Cette charte, à laquelle nous oublions trop souvent de nous référer, doit constituer pour le mouvement social une référence, un fil d'Ariane, un rempart contre un retour toujours possible de la barbarie.

Saurons-nous la défendre contre la puissance des lobbies, contre les chantres de la loi du plus fort ?

[1] Pour en savoir plus : Europe Inc., Ouvrage collectif aux éditions Agone ; Europe, la trahison des élites de Raoul-Marc Jennar édition Fayard.